



*Au service  
des peuples  
et des nations*

**Programme des Nations Unies pour le Développement**  
**Madagascar**  
**[Institutions Démocratiques, Intègres, Représentatives et Crédibles]**  
**([IDIRC])**  
**[#] Rapport annuel – [2017]**

**Award ID : 00097146**

**Durée du projet: septembre 2016 – décembre 2018**

**Effet UNDAF/CPD :** Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

**Produit CPD : Résultat 2:** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

**Total Budget: 1 100 000 USD**

**Agence de mise en œuvre: PNUD**

**Liste de distribution aux parties prenantes**

1. MARA Volamiranty Donna, Directeur Général Communication (DGCom) MCIRI ;
2. BARBIN Ramahefasoa, Directeur Général des Relations avec les Institutions (DGRI) MCIRI ;  
Belalahy Hanitriniaina, Directeur des Droits de l'Homme et des Relations Internationales  
(DDHRI, Ministère de la Justice)
3. Ramanantsoa Ramelson Nirinamihamina, Directeur de Programme et Suivi-Evaluation  
(DPSE, Ministère de la Justice)
4. Georges RAZAFIMANANTSOA, DPCSE - BIANCO
5. Reyna JOSVAH-RABIAZA, Directeur de la Communication – Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI)
6. RABEMANISA Andriamampandry, Directeur des Etudes Stratégiques - SAMIFIN
7. RANDRIANJAFISOLO Anthony, Assemblée Nationale
8. RAKOTOMALALA Jacques Yves Richard, Sénat
9. MATAVIMANA Ravao Georgine, Commissaire – Conseil National Indépendante des Droits

de l'Homme (CNIDH)

10. Miary RASOLOFOARIJAONA, Secrétaire Général – Ordre des Journalistes
11. Ferdinand RATSIMBAZAFY, Ordre des Journalistes
12. NDRIANDAHY Mahamoudou, Président de la PFNOSCM
13. Faraniaina RAMAROSAONA, Président commission LCC – Mouvement ROHY

## ***Synthèse du rapport annuel***

### **1. Mise en œuvre des produits**

**Produit du CPD 2:** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

- **Pour chaque indicateur de produit:**
- **Intitulé indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).**

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2017): 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 12
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 6 /50 %

Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- Cible fin d'année : 4 (Assemblée Nationale, Sénat, Institutions de Lutte contre la Corruption tels BIANCO, SAMIFIN, CSI),
- **Réalisation (de l'année) + % d'avancement vers la cible de l'année : 6 (AN, Sénat, BIANCO, CSI, SAMIFIN, MINJUS)/ 150%**
- **Commentaire :** (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).
- **Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :** AN, Sénat, BIANCO, CSI, SAMIFIN, MINJUS/ Zones : National, Atsimo Andrefana.
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**

- o **Résultats atteints**

**Pour les deux institutions de redevabilité (Assemblée Nationale et le Sénat)**

- 87 dont 35 femmes (40%) staffs du Sénat et de l'Assemblée Nationale ainsi que les Commissions Juridiques ont été renforcés en analyse des textes et de projets de loi,
- Information du public sur les missions et activités du Parlement et des parlementaires à travers l'organisation de journées portes ouvertes (JPO) du Parlement : 791 visiteurs dont 264 femmes (33%) pour la JPO Tanà et 3000 visiteurs pour la JPO Tuléar;

- 5/10 émissions télé et radio de l'AN et 6/10 du Sénat produits et diffusés sur la radio et télévision nationale ; reste de l'émission diffusé jusqu'à fin décembre 2017;
- Un guide d'actions des Parlementaires pour la Lutte contre la Corruption en version malgache et française élaboré;
- 1 Atelier avec les parlementaires du Sud sur les besoins pour les relations avec les électeurs réalisé (9/11 Sénateurs dont 1 femme, 9/13 députés présents).

**Pour le SAMIFIN :**

- 69 (29 femmes) entités venant des Institutions Financières Déclarantes (IFD) et les Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) sensibilisés pour un meilleur engagement à la lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme réalisée
- 3 Logiciels d'analyse financière, capture intelligent pour la dématérialisation des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) et logiciel anti-virus pour SAMIFIN ont été livrés permettant au SAMIFIN de détecter les DOS ;
- 2 ordinateurs ont été livrés.

**Pour le CSI :**

- 1 ordinateur livré ;
- Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI)- 50 participants (21 fem)

**Pour le BIANCO :**

A détailler dans le deuxième indicateur.

○ **Facteurs de réussite**

- La synergie et la coopération avec d'autres entités telles que la société civile (ONG Electoral Institute for Sustainable Democracy ou EISA, la fondation Friedrich Ebert Stiftung ou FES) dans le cadre de coordination et coopération technique et financière dans le cadre de certaines activités telles que la JPO ;
- L'implication effective et continue de la partie nationale notamment des points focaux et des directeurs concernés dès la planification mais aussi dans la préparation et la mise en œuvre des activités.
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :**
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré**
- **Pour chaque indicateur de produit:**
- **Intitulé indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne**  
**Pour la durée du projet :**
- Baseline début du projet (2017): 0

- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 5 /83,33 %

Pour l'année considérée:

- Baseline (2017) : 0
- **Cible fin d'année : 5**
  - o Accompagner la mise en place et l'opérationnalisation des PAC ;
  - o Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination ;
  - o Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire ;
  - o Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs ;
  - o Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC ;
  - o Appuyer les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit
- **Réalisation (de l'année) + % d'avancement vers la cible de l'année : 5**
  - o Accompagner la mise en place et l'opérationnalisation des PAC (85%);
  - o Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (50%) ;
  - o Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire (75%);
  - o Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (75%);
  - o Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC (100%) ;
  - o Appuyer les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit (100%).

- **Commentaire :** (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).

La cible, dans sa globalité, a été atteinte. Seule la mise en place et l'opérationnalisation du PAC a été retardée. Le PAC ne sera opérationnel qu'en janvier 2018. Le manque de volonté politique est assez marquant.

- **Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :** BIANCO, CSI, SAMIFIN, MINJUS/  
Zones d'intervention : National, Atsimo Andrefana, Anosy, Androy
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**
  - o Résultats atteints
- La réhabilitation du PAC d'Antananarivo a été lancée, les équipements et matériels du PAC ont été achetés, le processus de recrutement du personnel du PAC d'Antananarivo est en cours (Coordonnateur National, magistrats, greffiers) ;
- Le Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI) - 50 participants (21 femmes)
- Les mécanismes d'intégrité judiciaire sont appuyés notamment l'enquête du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) qui a permis au CSM de traduire en Conseil de Discipline (CODIS) 5 magistrats, 3 magistrats en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 magistrats comparus devant le Conseil et enfin 1 magistrat en complément d'enquête. Le renforcement des capacités de 176 magistrats (31% femmes) et 224 greffiers (34% femmes) sur le code d'éthique et de déontologie a été effectué. 79 autres acteurs dont 29% femmes (non magistrats, OSC, OPJ, média) sont informés sur la mission du CSM, les obligations déontologiques imputables aux magistrats et procédures de dépôt et de traitement des doléances et dossiers disciplinaires. L'évaluation juridique et informatique de l'informatisation du casier judiciaire a été effectuée.

- La mise en place du mécanisme de protection des dénonciateurs est en cours. L'atelier de bonne pratique internationale sur le mécanisme de protection des dénonciateurs, des donneurs d'alerte et des témoins a été réalisé avec 45 participants ;
- Les mécanismes et dispositions prévues pour la Lutte contre la Corruption ont été effectués notamment par le biais de la vulgarisation de la SNLCC et des deux lois (loi 2016 – 020 sur Lutte contre la corruption et loi 2016 – 021 sur le Pôle Anti-Corruption dont :
  - Antenne Mobile effectuée par le Bureau Territorial BIANCO Tuléar à Ambovombe : 285 agents publics dont 79 femmes, 185 jeunes (élèves, jeunes de l'Université, membres de la Maison des Jeunes) dont 74 femmes, 16 relais dont 7 femmes membres de la société civile, des notables et des religieux et enfin 34 personnel du Projet de Développement (FID) dont 12 femmes dans les Districts d'Ambovombe, de Tsihombe, de Beloha de la Région Androy touché par des séances de sensibilisation sur la SNLCC, code d'éthique et déontologie des agents de l'Etat, la mise en place de CAC et enfin le processus de mise en place de RHI provisoire
  - 83 Services Techniques Déconcentrés (STD) dont 24 femmes (28%) ont été sensibilisé sur la SNLCC et les deux lois (LCC et PAC) pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)
  - 84 OSC et jeunes dont 34 femmes (40%) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière d'interpellation sur la LCC pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)
- Les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit sont appuyées notamment :
  - L'appui de la « journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) avec le BIANCO ayant vu la participation de 16 établissements de la CISCO Antananarivo et plus de 8000 étudiants et enseignants) ;
  - Appui à des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité : subvention à deux ONGs (Life Giving Water (LGW) - 65 jeunes sensibilisés dans les 21 Communes du District d'Ambovombe Androy et Transparency Internationale – 300 jeunes sensibilisés dans les 15 Communes de la Région Atsimo Andrefana, Boeny et Diana
  - **Facteurs de réussite**
- L'implication effective et continue de la partie nationale notamment des points focaux de certaines institutions (surtout le BIANCO) dès la planification mais aussi dans la préparation et la réalisation des activités facilite la mise en œuvre du projet.

## ***2. Mise en œuvre des produits du plan stratégique***

**Produit du plan stratégique 2 : Output 2.1: Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions.**

- **Pour chaque indicateur de produit :**
  - Indicateur (Indicateur 2.1.1.A.1.1) : Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation
  - Baseline (2017) : 3 = capacité partiellement améliorée
  - Cible annuelle cumulée (2017) : 3 = capacité partiellement améliorée

- Valeur actuelle cumulée (2018) : 4 = capacités partiellement améliorée / %  
avancement vers la cible annuelle : 100%
- Commentaire : (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**
- Renforcement des capacités du Parlement (AN et Sénat) sur l'analyse des textes et projets de loi
- Portes Ouvertes : outils de dialogue entre Parlementaires et le peuple.
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :**
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**
- **Pour chaque indicateur de produit :**
  - Indicateur (intitulé) : **A.1.1. Nombre de propositions prévues pour atténuer les risques sectoriels spécifiques de corruption (par ex les industries extractives et les marchés publics dans les secteurs de la santé et d'autres)**
  - Baseline (préciser année de référence) : 10
  - Cible annuelle cumulée (année concernée) : 15
  - Valeur actuelle cumulée (année concernée) : 11 / 20% : Processus de mise en place de Cellule Anti-Corruption dans les Directions Régionaux (Androy – Ambovombe) prioritaires (Trésor, Centre Fiscal...)
  - Commentaire : (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).
  - La cible n'est pas atteinte car les actions de lutte contre la corruption appuyées par le projet IDIRC actuellement ne ciblent pas des secteurs spécifiques mais sont encore dans la mise en œuvre générale de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC) telle que l'appui à la mise en place du Pôle Anti-Corruption, la loi sur les recouvrements des avoirs, ...
- **Résultats atteints et explications (facteurs de réussite) :**
- **Résultats non atteints et explications (facteurs d'échecs, causes) :**
- Les résultats ne sont pas atteints car les actions de lutte contre la corruption appuyées par le projet IDIRC actuellement ne cible pas des secteurs spécifiques mais sont encore dans la mise en œuvre générale de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC) telle que l'appui à la mise en place du Pôle Anti-Corruption, la loi sur les recouvrements des avoirs, ...
- **Autres réalisations marquantes dans cet Output (chiffrées de préférence) :**
- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

**Autres résultats obtenus (chiffrés de préférence) :**

**Nombre d'activités prévues pour l'année concernée : 31**

- Nombre d'activités achevées : 19

- Nombre d'activités en cours : 2
- Nombre d'activités non commencées : 10

Expliquer les retards (problèmes, contraintes) pour les activités en retard (non commencées ou non encore achevées) et les mesures prises le cas échéant.

### **3. Prise en compte du genre**

(Décrire les résultats éventuels obtenus sur le genre au niveau Produit et Effets, mais pas les activités).

35% des femmes ont été touchés par les différentes activités du projet notamment par l'appui au Parlement et la Lutte contre la Corruption.

### **4. Coopération Sud-Sud**

(Lister les échanges de coopérations Sud-Sud dont le projet/programme est impliqué. Avec quel pays et quels autres partenaires, quels ont été les résultats obtenus ? En quoi les actions en matière de coopération sud-sud ont contribué à l'atteinte des résultats du projet)

L'ONG Electoral Institute for Sustainable Democracy ou EISA est l'une des ONG africaines qui a contribué à la Porte Ouverte du Parlement tenue à Tuléar. Plus de 3000 visiteurs ont assisté à cette journée.

### **5. Renforcement des capacités nationales**

(Décrire les résultats du projet en termes de renforcement des capacités nationales)

Toutes les activités du projet contribuent aux renforcements des capacités nationales, notamment :

- Le renforcement des députés et sénateurs membres de la Commission Juridique sur l'analyse des textes et projets de loi ;
- Le renforcement des capacités des Institutions de Lutte contre la Corruption (BIANCO, SAMIFIN, CSI) à travers des ateliers de coordinations, des dotations de matériels, des ateliers spécifiques à chaque domaine, l'appui à la tenue de table ronde pour une mobilisation de ressources (BIANCO...),
- Le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la justice à travers des ateliers de renforcement des capacités des magistrats et des greffiers sur le code d'éthique et de déontologie, l'appui à la réalisation des enquêtes du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) auprès des Tribunaux de Première Instance (TPI), l'information des acteurs non magistrat, la société civile, les Officiers de Police Judiciaire et les médias sur la mission du CSM, les obligations déontologiques imputables aux magistrats et les procédures de dépôts et de traitement des doléances et dossiers disciplinaires,

- Le renforcement des connaissances des Services Techniques Déconcentrés (STD), de la Société Civile et des Jeunes en matière de Lutte contre la Corruption dans la Région Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Boeny et Diana.

## **6. Durabilité des résultats**

(Décrire dans quelle mesure les résultats obtenus sont-ils pérennes ou peuvent-ils être pérennisés, la stratégie de sortie mise en œuvre)

Etant encore à mi-chemin du projet et avec des processus en cours pour les activités, il est encore difficile de parler de pérennisation de résultats obtenus. Cependant, la pérennisation des résultats pourrait être faite à partir d'une appropriation de la partie nationale.

## **7. Les principaux problèmes rencontrés et les solutions trouvées**

La mise en place et l'opérationnalisation du PAC prévue pour le 1er trimestre 2017 n'est pas encore effective. Le processus de recrutement du personnel du PAC est encore en cours. Le PAC sera hébergé provisoirement au bureau de l'actuelle Chaine Pénale Anti-Corruption -CPEAC). Le bâtiment définitif du PAC auquel une réhabilitation sera à appuyer par le PNUD dans le cadre du projet IDIRC n'est pas encore connu. A cet effet, le projet va réhabiliter le bureau provisoire de la juridiction du PAC mais bureau définitif de la Coordination du PAC.

- **Solution trouvée** : Lancement de l'appel d'offre pour la réhabilitation du PAC et commencement des travaux en fin décembre 2017 pendant les vacances judiciaires pour être opérationnel en fin janvier 2018.

L'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs a été adopté en Conseil des Ministres au mois de juin 2017 donc n'a pas été adoptée à la première session parlementaire de l'année 2017. Or la conception de modèle d'agence de recouvrement ne pourrait être élaborée qu'après l'adoption de cet avant-projet de loi au risque de ne pas être adapté au contexte national.

- **Solution trouvée** : report du budget y afférent pour l'année 2018 déjà discutée avec la partie nationale.

L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre a engendré des réticences au niveau du Comité de Pilotage du projet IDIRC lors de la réunion de ce comité.

- **Solution trouvée** : élaboration de note sur la corruption sexuelle et d'un recadrage d'activité notamment axé sur la campagne de sensibilisation en commençant par un diagnostic des secteurs et segments de la population la plus touchée. Lancement de recrutement de cabinet et réalisation de la consultance en janvier 2018.

Il est prévu dans le PTA 2017 qu'une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI sera effectuée. Le Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI) est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI n'a pas encore mis comme priorité cette loi.

**Solution trouvée :** Renégociation avec le Secrétaire Général et le Directeur Général de la Communication. Le MCIRI a annoncé lors la Journée Internationale sur l'Accès à l'Information en fin Septembre le lancement du processus de ce projet de loi sur l'accès à l'information. Cependant, le fonds va être affectée plus dans la conception et duplication des documents de plaidoyer ainsi que dans des ateliers de plaidoyer sur l'application de la Charte de l'information.

## **8. Perspectives pour l'année prochaine**

### **Volet Lutte contre la corruption :**

- Accompagner la mise en place et l'opérationnalisation du PAC d'Antananarivo (réhabilitation PAC, Formation et/ou élaboration de manuel d'opération, sensibilisation),
- Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC) ;
- Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire à travers les analyses des besoins pour l'Opérationnalisation de la Commission de Réforme de l'Intégrité judiciaire et la sensibilisation sur l'intégrité judiciaire ;
- Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (finalisation du mécanisme de protection, conception d'un modèle de dénonciation des abus par appel téléphonique gratuit (numéro vert) ;
- Concevoir et diffuser les outils de sensibilisation à la corruption basée sur le genre ;
- Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues par la Lutte contre la Corruption (LCC) tels que vulgarisations, antenne mobile...;
- Appuyer les initiatives de sensibilisation et de mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention de conflit notamment l'antenne mobile, le renforcement des capacités en matière d'interpellation, l'appui aux Réseaux d'Honnêteté et d'intégrité du BIANCO.

### **Volet justice :**

- Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements ;
- Informatisation du casier judiciaire (développement ou achat de logiciel, formation des greffiers sur le système, achats de matériels et équipements) ;
- Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs (conception d'un modèle d'agence de recouvrement).

### **Volet Parlement :**

- Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption à travers le partage d'expériences et de bonnes pratiques par l'invitation des représentants des GOPAC et APNAC et l'élaboration des codes de conduite par et pour les femmes parlementaires ;
- Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs par la production et la diffusion des émissions TV/radio du Parlement ainsi que l'élaboration et la diffusion d'outils de dialogue entre élus et électeurs dans le Sud ;
- Diffuser le Guide d'action des Parlementaires pour la Lutte contre la Corruption aux deux chambres.

## 9. Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations

- *Leçons apprises :*
  - **L'implication effective et continue des acteurs/bénéficiaires** favorise l'atteinte des résultats escomptés
  - **L'implication de la partie nationale** dès l'élaboration du projet facilite l'appropriation nationale et la réalisation conjointe des activités;
  - **L'inclusion des points focaux du projet au sein de chaque partenaire national principal dans la planification et mise en œuvre des activités** montre de très bons résultats dans l'appropriation du projet par la partie nationale, visible dans l'engagement, la participation aux activités et l'intérêt montré à contribuer et être au courant de chaque étape du projet.
  - **La bonne circulation d'informations entre les projets** permet d'assurer la complémentarité entre les activités mises en œuvre et dans l'atteinte des résultats
- 
- *Bonnes pratiques :*

### Partenariat

- Lors du début du projet, différentes **synergies et coopérations potentielles ont été identifiées et explorées**, y compris avec les autres agences de mise en œuvre du projet, autres projets du PNUD, Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et organisations de la société civile dans le cadre de réunions et rencontres de coordination, consultation et information et l'implication de tous les acteurs pertinents depuis la planification des activités.

### Stratégie

- **L'appui au contexte et à la planification politique et stratégique** notamment par l'implication du Management du PNUD dans le Groupe de Dialogue Stratégique (GDS) **en plus de l'appui technique en matière de lutte contre la corruption** s'avère une combinaison essentielle pour garantir que les conditions de réussite du projet soient remplies et renforcées tout au long du projet.

### Mise en œuvre

- **L'accompagnement rapproché par des spécialistes et des consultants** requiert beaucoup de temps et d'énergie, mais s'avère essentiel pour garantir la qualité et l'adéquation par rapport aux besoins, et la gestion des connaissances, pour anticiper des contraintes et utiliser toutes les synergies et ressources disponibles afin de mener à bien les activités du projet.
- *Innovations (approches, collecte analyse de données etc.) :*
- **L'approche spécifique par des initiatives de mobilisation et de sensibilisation des jeunes** à la lutte contre la corruption notamment par des concours de chants, danse traditionnelle ...constitue une des principales innovations de ce projet.

## 10. Observations

(Spécifier le cas échéant toutes observations utiles non listées dans les sections précédentes)



Au service  
des peuples  
et des nations

## RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET

### Section 1. Mise en œuvre du projet

#### A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	Janvier 2017	« Turn-over » au sein des acteurs de redevabilités lesquels sont régulièrement mutés ou remplacés et qui ne permettent pas aux	15 Décembre 2017	Inciter les institutions à nommer des fonctionnaires « points focaux » pour éviter de	Non	Chargé de programme

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
		institutions bénéficiaires d'avoir les informations à jour sur le projet et qui pourrait retarder la mise en œuvre		changer d'interlocuteur à chaque réunion  Etablissement de liens avec les techniciens des institutions moins sujets à des rotations		
Politique	Janvier 2017	La lenteur et l'absence de dynamisme au niveau des 2 chambres (haute et basse) pourraient ralentir la mise en œuvre des activités menées	15 Décembre 2017	Avec l'appui de l'Unité Stratégique et Politique, le Bureau Pays va suivre la situation et des actions appropriées seront prises pour que cela n'affecte pas négativement le Programme.	Oui	Chargé de programme
Stratégique	Janvier 2017	Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des différentes actions en vue de la LCC et l'amélioration du contrat	15 Décembre 2017	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaidoyer pour s'assurer que la loi sur le recouvrement des avoirs puissent être adoptée et que les PACs soient vraiment opérationnels	Oui	Chargé de programme

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Opérationnel	Janvier 2017	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	15 Décembre 2017	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM
		Insécurité dans les zones d'intervention	15 Décembre 2017	Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps opportun pour que le programme ne soit pas affecté.	Oui	Chargé de programme

## B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
La lenteur dans le processus d'adoption des textes légaux	Mars 2017	L'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs qui est une des bases pour l'avancement de certaines activités du projet n'est pas encore adopté en Conseil du Gouvernement.	15 Décembre 2017	Grâce à l'intervention du Management à travers la réunion du Groupe de Dialogue Stratégique (GDS), l'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs sera voté au Parlement lors	Oui	Chargé de Programme

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Retard de la mise en place et opérationnalisation du PAC	Janvier 2017	La mise en place et l'opérationnalisation du PAC est prévue pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2017. Toutefois, cette mise en place a beaucoup retardé au niveau du Ministère de tutelle et a causé ainsi le retard des activités du projet y afférentes	15 Décembre 2017	de la deuxième session parlementaire  Rencontre du DRRP avec la nouvelle Ministre de la Justice	  oui	  Chargé de Programme
Discordance de points de vue entre MCRI et CSI sur l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information	Janvier 2017	Une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI devrait être réalisée. Le MCRI qui est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI ne le met pas encore comme priorité. D'où la discordance entre les deux entités	15 Décembre 2017	Une réunion entre le Coordonnateur Inter-agence du projet IDIRC, le Secrétaire Général et le Directeur Général du MCRI ainsi que les points focaux des trois agences de mise en œuvre du projet a permis de relancer le sujet.	non	Chargé de Programme

### C. Mise à jour du plan de communication et de suivi

Type d'Action de Suivi ou de Communication (Types)	Date due	Description	Commentaire	Réalisée (Oui/Non)	Date de réalisation (si réalisée)	Responsables
(Revue, Rapport, Audit, « Donor report », Evaluation, Visite de suivi, Reportage-Publication, Evaluation spéciale)						
Revue	Avril 2017 Août 2017 Octobre 2017	Revue du projet	La revue de projet concerne les 3 agences de mise en œuvre (PNUD, UNESCO, HCDH)	Oui	Mai 2017 Juillet 2017 Novembre 2017	Coordonnateur Inter - agence
	Avril 2017 Août 2017 Octobre 2017	Revue conjoint de programme		oui	Avril 2017 Août 2017 Octobre 2017	Management
Rapport	Avril 2016 Août 2016 Octobre 2016 Décembre 2016	Rapports trimestriels et rapport annuel		oui	Avril 2016 Août 2016 Octobre 2016 Décembre 2016	Point focal du projet IDIRC
Mission de suivi		Suivi des activités	Suivi du lancement des activités de l'ONG LGW ayant obtenu un GRANTS	oui	Novembre 2017	Point focal IDIRC

Mission de suivi conjoint	Avril 2017 Août 2017 Octobre 2017	Suivi conjoint des activités de tous les programmes	Oui	2017	Unité Suivi-évaluation
---------------------------	--------------------------------------------	-----------------------------------------------------	-----	------	------------------------

### Journal de leçons apprises

Titre du projet : Institutions Démocratiques Intègres, Redevables et Crédibles (IDIRC)				Award ID: 00097146	Date: 15 Décembre 2017	
#	Type de leçons	Date Identification	Succès	Insuffisances	Solutions recommandées	Soumis, mis à jour par :
1	Gestion de projet  Résultats du projet  Facteur humain  Autre	Avril 2017	Décrire ce qui a bien marché. Quels étaient les facteurs de succès ?  Implication effective et continue des acteurs/bénéficiaires dans la réalisation des activités favorise l'atteinte des résultats escomptés  L'inclusion des points focaux du projet au sein de chaque partenaire national principal dans la planification et mise en œuvre des activités montre de très bons résultats dans l'appropriation du projet par la partie nationale, visible dans l'engagement, la participation aux activités et l'intérêt montré à	Décrire les défis ou les domaines à améliorer et ce qui a été imprévu.  Domaines à améliorer : la lenteur de la procédure au niveau de la réhabilitation du PAC  La réticence du Comité de Pilotage à mener l'étude sur la Corruption sexuelle basée sur le genre	Comment les défis ont été surmontés et comment les choses auraient pu être faites différemment.  Recrutement d'un ingénieur en génie civil pour aider au processus de réhabilitation du PAC après avoir perdu du temps dans la demande de cotations auprès des entreprises de vente d'aluminium  Elaboration d'une note sur le terme « corruption sexuelle » et changement du terme en « corruption basée sur le genre ». Lancement de recrutement de cabinet non pas pour l'étude mais pour élaborer des outils de sensibilisation à la corruption basée sur le genre	Point focal Projet IDIRC

				contribuer et être au courant de chaque étape du projet.			
2	Gestion de projet						
	Résultats du projet						
	Facteur humain						
	Autre						
4	Etc.						
6							

## Section 2. Progression des produits CPD

Output ID : 00100981

**Description :** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne

**Longue description :**

- Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité ;
- L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels ;
- La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée ;

- La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs ;
- L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle ;
- La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD.

**Baseline (2017) : 0**

**Indicateurs : 2.2 Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).**

**Cible cumulée (2017) : 4**

**Valeur actuelle cumulée (2017) : 5 (125%)**

**Etat d'avancement (narratif) :**

**Pour les deux institutions de redevabilité (Assemblée Nationale et le Sénat)**

- 87 dont 35 femmes (40%) staffs du Sénat et de l'Assemblée Nationale ainsi que les Commissions Juridiques ont été renforcés en analyse des textes et de projets de loi,
- Information du public sur les missions et activités du Parlement et des parlementaires à travers l'organisation de journées portes ouvertes (JPO) du Parlement : 791 visiteurs dont 264 femmes (33%) pour la JPO Tanà et 3000 visiteurs pour la JPO Tuléar ;
- 5/10 émissions télé et radio de l'AN et 6/10 du Sénat produits et diffusés sur la radio et télévision nationale ; reste de l'émission diffusé jusqu'à fin décembre 2017 ;
- Un guide d'actions des Parlementaires pour la Lutte contre la Corruption en version malgache et française élaboré ;
- 1 Atelier avec les parlementaires du Sud sur les besoins pour les relations avec les électeurs réalisé (9/11 Sénateurs dont 1 femme, 9/13 députés présents).

**Pour le SAMIFIN :**

- 69 (29 femmes) entités venant des Institutions Financières Déclarantes (IFD) et les Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) sensibilisés pour un meilleur engagement à la lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme réalisée
- 3 Logiciels d'analyse financière, capture intelligente pour la dématérialisation des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) et logiciel anti-virus pour SAMIFIN ont été livrés permettant au SAMIFIN de détecter les DOS ;

- 2 ordinateurs ont été livrés.

**Pour le CSI :**

- 1 ordinateur livré ;
- Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI)- 50 participants (21 femmes)

**Pour le BIANCO :**

A détailler dans le deuxième indicateur.

**Moyens de vérification :**

**Rapport de l'Assemblée Nationale et du Sénat**

**Rapport du SAMIFIN et du CSI**

### Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : La culture de redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée

Longue description :

- Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption (LCC) ;
- Renforcer les capacités des commissions juridiques de l'AN et du Sénat et de leur staff à analyser les textes et projets de loi ;
- Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs ;
- Organisation de journées portes ouvertes du Parlement

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2017

Résultats attendus :

Amélioration de la culture de redevabilité des représentants politiques envers la population

% Progression jusqu'à ce jour : 85%

Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)

Une seule activité n'a pas pu être réalisée notamment l'atelier de partage de bonnes pratiques avec le GOPAC et l'APNAC. Les Parlementaires dans le GOPAC et APNAC n'ayant pas encore répondu à la sollicitation du projet IDIRC pour un partage d'expérience concernant le renforcement de la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la LCC, l'activité sera reportée à la première session parlementaire en 2018.

Etat d'avancement (narratif) :

- Les staffs et les Commissions Juridiques des 2 Parlements ont bénéficié d'un renforcement des capacités en analyse des textes et projets de loi ;
- Les 2 Parlements ont été appuyés par le projet dans l'organisation de la Porte-Ouverte du Parlement à Antananarivo et Tuléar permettant aux jeunes, femmes et citoyens de participer à des débats ;
- 6/10 émissions télé et radio de l'Assemblée nationale et du Sénat produits et diffusés.
- Le guide d'actions des Parlementaires pour la lutte contre la corruption en français a été mis en page et traduit en malagasy ;
- Un atelier avec les Parlementaires du Sud sur les besoins pour les relations avec les électeurs a été organisé à Tuléar.

Moyens de vérification : Rapport de l'Assemblée Nationale et du Sénat

## Section 2. Progression des produits

Output ID : 00100981



**Description :** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne

**Longue description :**

- Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité ;
- L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels ;
- La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée ;
- La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs ;
- L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle ;
- La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD.

**Baseline (2017) : 0**

**Indicateurs : 2.3 Nombres d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.**

**Cible cumulée (année concernée) : 2017**

**Valeur actuelle cumulée (2017) : 5**

**Etat d'avancement (narratif) : 5 (100%)**

- La réhabilitation du PAC d'Antananarivo a été lancée, les équipements et matériels du PAC ont été achetés, le processus de recrutement du personnel du PAC d'Antananarivo est en cours (Coordonnateur National, magistrats, greffiers) ;
- Le Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI)
- Les mécanismes d'intégrité judiciaire sont appuyés notamment l'enquête du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) qui a permis au CSM de traduire en Conseil de Discipline (CODIS) 5 magistrats, 3 magistrats en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 magistrats comparus devant le Conseil et enfin 1 magistrat en complément d'enquête. Le renforcement des capacités de 176 magistrats (31% femmes) et 224 greffiers (34% femmes) sur le code d'éthique et de déontologie a

été effectué. 79 autres acteurs dont 29% femmes (non magistrats, OSC, OPI, média) sont informés sur la mission du CSM, les obligations déontologiques imputables aux magistrats et procédures de dépôt et de traitement des doléances et dossiers disciplinaires. L'évaluation juridique et informatique de l'informatisation du casier judiciaire a été effectuée.

- La mise en place du mécanisme de protection des dénonciateurs est en cours. L'atelier de bonne pratique internationale sur le mécanisme de protection des dénonciateurs, des donneurs d'alerte et des témoins a été réalisé avec 45 participants ;
- Les mécanismes et dispositions prévues pour la Lutte contre la Corruption ont été effectués notamment par le biais de la vulgarisation de la SNLCC et des deux lois (loi 2016 – 020 sur Lutte contre la corruption et loi 2016 – 021 sur le Pôle Anti-Corruption dont :
  - o Antenne Mobile effectuée par le Bureau Territorial BIANCO Tuléar à Ambovombe : 285 agents publics dont 79 femmes, 185 jeunes (élèves, jeunes de l'Université, membres de la Maison des Jeunes) dont 74 femmes, 16 relais dont 7 femmes membres de la société civile, des notables et des religieux et enfin 34 personnel du Projet de Développement (FID) dont 12 femmes dans les Districts d'Ambovombe, de Tsihombe, de Beloha de la Région Androy touché par des séances de sensibilisation sur la SNLCC, code d'éthique et déontologie des agents de l'Etat, la mise en place de CAC et enfin le processus de mise en place de RHI provisoire
  - o 83 Services Techniques Déconcentrés (STD) dont 24 femmes (28%) ont été sensibilisés sur la SNLCC et les deux lois (LCC et PAC) pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)
  - o 84 OSC et jeunes dont 34 femmes (40%) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière d'interpellation sur la LCC pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)
- Les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit sont appuyées notamment :
  - o L'appui de la « journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) avec le BIANCO ayant vu la participation de 16 établissements de la CISCO Antananarivo et plus de 8000 étudiants et enseignants) ;
  - o Appui à des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité : subvention à deux ONGs (Life Giving Water (LGW) - 65 jeunes sensibilisés dans les 21 Communes du District d'Ambovombe Androy et Transparency Internationale – 300 jeunes sensibilisés dans les 15 Communes de la Région Atsimo Andrefana, Boeny et Diana

**Moyens de vérification : Rapports et BDD du BIANCO, du Ministère de la Justice**

### Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.1 Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	
Longue description :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner la mise en place et opérationnalisation des PAC ;</li> <li>- Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC).</li> </ul>
Date de début : janvier 2017	Date de fin : décembre 2017
Résultats attendus :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Opérationnalisation du PAC ;</li> <li>- Capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN renforcées et amélioration de leurs coordinations.</li> </ul>
% Progression jusqu'à ce jour : 75%	
Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)	
La mise en place du PAC d'Antananarivo a pris du retard au niveau du Ministère de la Justice due à la longueur du processus de recrutement du personnel du PAC (relance 3 fois pour certains postes des magistrats et à l'hésitation du MINJUS pour le lieu d'implantation du PAC	
Etat d'avancement (narratif) :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les matériels informatiques et bureautiques du PAC Antananarivo ont été déjà livrés au PNUD mais en attente de la mise en place et l'ouverture du PAC pour être remis.</li> <li>- Les matériels informatiques pour les Institutions de Lutte contre la Corruption (ILCC) dont BIANCO, SAMIFIN et CSI ont été déjà livrés.</li> <li>- Le processus de réhabilitation du bâtiment provisoire du PAC est en cours (appel d'offre lancé et processus de recrutement de l'entreprise – commencement des travaux en fin décembre 2017)</li> <li>- Le Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI) ;</li> <li>- 69 (29 femmes) entités venant des Institutions Financières Déclarantes (IFD) et les Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) sensibilisés pour un meilleur engagement à la lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme réalisée ;</li> <li>- 2 ordinateurs pour SAMIFIN, 2 ordinateurs pour BIANCO et 1 ordinateur pour le CSI ont été livrés ;</li> </ul>

<p>- La mission des représentants du BIANCO pour leur formation de l'évaluation par les paires dans le cadre de suivi de l'UNCAC (Convention des Nations-Unies Contre la Corruption) ainsi que la 8ème session du groupe d'examen dans l'application de l'UNCAC à Viennes a été soutenu.</p>	
<p>Moyens de vérification : Rapport du BIANCO, SAMIFIN, CSI et MINJUS</p>	
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels</p>	
<p>Longue description :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire ;</li> <li>- Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements ;</li> <li>- Informatisation du casier judiciaire ;</li> <li>- Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs.</li> </ul>	
Date de début :	janvier 2017
Date de fin :	décembre 2017
<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mécanismes de contrôle internes de la Justice sont renforcés ;</li> <li>- Les cadres légaux et institutionnels existent.</li> </ul>	
<p>% Progression jusqu'à ce jour : 85%</p>	
<p>Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)</p>	
<p>Concernant la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs : l'avant-projet de loi a été seulement adopté en Conseil des Ministres. L'avant-projet de loi devrait normalement entrer en adoption en 2<sup>ème</sup> session parlementaire. Ainsi, l'activité de finalisation des décrets d'application ainsi que la mise en place d'une agence de recouvrement ont dû être reportée pour l'année 2018.</p>	
<p>Pour l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements, les élèves greffiers sortants de l'ENMG devraient effectuer les frappes de jugements à titre d'apprentissage au métier pour ces derniers. Or le délai est très court entre leur sortie et leur prise de poste. Ainsi, le Ministère de la Justice a jugé préférable de reporter l'activité en 2018.</p>	

SA 

<p>L'évaluation juridique et informatique de l'informatisation du casier judiciaire a été effectuée. Le développement ou l'achat de logiciel a été reporté en 2018.</p>	
Etat d'avancement (narratif) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mécanismes d'intégrité judiciaire sont appuyés notamment l'enquête du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) qui a permis au CSM de traduire en Conseil de Discipline (CODIS) 5 magistrats, 3 magistrats en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 magistrats comparus devant le Conseil et enfin 1 magistrat en complément d'enquête. Le renforcement des capacités de 176 magistrats (31% femmes) et 224 greffiers (34% femmes) sur le code d'éthique et de déontologie a été effectué. 79 autres acteurs dont 29% femmes (non magistrats, OSC, OPJ, média) sont informés sur la mission du CSM, les obligations déontologiques imputables aux magistrats et procédures de dépôt et de traitement des doléances et dossiers disciplinaires ;</li> <li>- L'évaluation juridique et informatique de l'informatisation du casier judiciaire a été effectuée.</li> </ul>
Moyens de vérification :	Rapport du Conseil Supérieur de la Magistrature, Rapport du MINJUS
Identifiant de l'activité (Activity ID) :	1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption
Longue description :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers) ;</li> <li>- Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation ;</li> <li>- Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC.</li> </ul>
Date de début :	janvier 2017
	Date de fin : décembre 2017
Résultats attendus :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanisme de protection des dénonciateurs mis en place,</li> <li>- Mécanismes et dispositions prévues pour la LCC connus par la population,</li> <li>- Sensibilisation sur la Corruption basée sur le genre auprès de la population effectuée</li> </ul>
% Progression jusqu'à ce jour :	70%

Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)

L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre a engendré des réticences au niveau du Comité de Pilotage du Projet IDIRC. Une note sur la corruption sexuelle avec une proposition de recadrage d'activité notamment axé sur la campagne de sensibilisation en commençant par un diagnostic des secteurs et segments de la population la plus touchée. L'appel d'offre pour le recrutement d'un cabinet pour l'élaboration d'outils de sensibilisation de la corruption basée sur le genre a été lancée et le recrutement du cabinet en cours. La consultation commencera en janvier 2018.

Etat d'avancement (narratif) :

- Le processus sur le mécanisme de protection des dénonciateurs est en cours avec BIANCO. Il reste l'atelier de validation ;
- Un atelier de partage de bonnes pratiques internationales sur le mécanisme de protection des dénonciateurs a été effectuée avec la mission d'une experte de l'UNODC ;
- 3 Logiciels d'analyse financière, capture intelligent pour la dématérialisation des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) et logiciel anti-virus pour SAMIFIN ont été livrés permettant au SAMIFIN de détecter les DOS ;
- L'étude sur la restructuration du BIANCO a été réalisée ;
- Les mécanismes et dispositions prévues pour la Lutte contre la Corruption ont été effectués notamment par le biais de la vulgarisation de la SNLCC et des deux lois (loi 2016 – 020 sur Lutte contre la corruption et loi 2016 – 021 sur le Pôle Anti-Corruption dont :
  - o Antenne Mobile effectuée par le Bureau Territorial BIANCO Tuléar à Ambovombe : 285 agents publics dont 79 femmes, 185 jeunes (élèves, jeunes de l'Université, membres de la Maison des Jeunes) dont 74 femmes, 16 relais dont 7 femmes membres de la société civile, des notables et des religieux et enfin 34 personnel du Projet de Développement (FID) dont 12 femmes dans les Districts d'Ambovombe, de Tsihombe, de Beloha de la Région Androy touché par des séances de sensibilisation sur la SNLCC, code d'éthique et déontologie des agents de l'Etat, la mise en place de CAC et enfin le processus de mise en place de RHI provisoire
  - o 83 Services Techniques Déconcentrés (STD) dont 24 femmes (28%) ont été sensibilisé sur la SNLCC et les deux lois (LCC et PAC) pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)
  - o 84 OSC et jeunes dont 34 femmes (40%) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière d'interpellation sur la LCC pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2)

Moyens de vérification : Rapport du BIANCO

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs

Longue description :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information ;</li> <li>- Appuyer des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit.</li> </ul>		
Date de début :	janvier 2017	Date de fin : juin 2017
Résultats attendus :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La loi sur l'accès à l'information est élaborée et promulguée ;</li> <li>- Les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit.</li> </ul>		
% Progression jusqu'à ce jour : 85%		
Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)		
<p>Concernant la mise à jour du projet de loi sur l'accès à l'information : Le Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI) est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI n'a pas encore comme priorité cette loi. Une réunion de cadrage entre le projet IDIRC et le MCIRI a abouti à la volonté du MCIRI a démarré le processus d'élaboration du projet de loi sur l'accès à l'information. Le MCIRI a annoncé publiquement cette volonté lors de la journée internationale sur l'accès à l'information.</p> <p>Deux Associations (Life Giving Water ou LGW et Transparency Internationale – Initiative Madagascar) ont obtenu un GRANTS du PNUD pour les initiatives de sensibilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption et la redevabilité</p>		
Etat d'avancement (narratif) :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 84 OSC et jeunes dont 34 femmes (40%) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière d'interpellation sur la LCC pour la Région Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (à Ambovombe) et Atsimo Andrefana (Tuléar 1 et 2) ;</li> <li>- Les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit sont appuyées notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>o L'appui de la « journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) avec le BIANCO ayant vu la participation de 16 établissements de la CISCO Antananarivo et plus de 8000 étudiants et enseignants) ;</li> <li>o 2 Clips ont été réalisées pour les gagnants du RHI : un clip « slam » et un clip « chorégraphie » ;</li> </ul> </li> </ul>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appui à des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité : subvention à deux ONGs (Life Giving Water (LGW) - 65 jeunes sensibilisés dans les 21 Communes du District d'Ambovombe Androy et Transparency Internationale – 300 jeunes sensibilisés dans les 15 Communes de la Région Atsimo Andrefana, Boeny et Diana.</li> </ul>	
Moyens de vérification : Rapport du BIANCO, rapport de LGW, rapport de Transparency International Initiative Madagascar	
Identifiant de l'activité (Activity ID) : L'équipe de mise en œuvre du projet est mis en place et opérationnelle	
Longue description : Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire	
Date de début : janvier 2017	Date de fin : décembre 2017
Résultats attendus :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipe de mise en œuvre du projet mis en place et opérationnel</li> </ul>	
% Progression jusqu'à ce jour : 100%	
Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)	
Etat d'avancement (narratif) :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Assistant Administratif et Financier a été recruté en janvier 2017 ;</li> <li>- Le coordonnateur inter-agence (PNUD, HCDH, UNESCO) a été recruté en fin avril 2017 ;</li> <li>- Le point focal PNUD du Projet IDIRC a été recruté au début du mois d'Août 2017. Un point focal par intérim a assuré les activités avant le mois d'Août 2017.</li> </ul>	
Moyens de vérification :	
Identifiant de l'activité (Activity ID) : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD	
Longue description :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la communication</li> </ul>	

- Assurer le suivi-évaluation

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2017

Résultats attendus :

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Expliquer aussi si résultats attendus non atteints (problèmes, contraintes) ou si dépassés (facteurs de succès)

Implication effective de l'Unité Communication dans toutes les activités surtout pour la visibilité du projet et du bailleur (Peace Building Fund) ainsi que l'appui à la conception et à la validation de tous les outils de communication diffusés pour chaque activité (émission télé radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ...)

Etat d'avancement (narratif) :

- Prise en charge du Président du Comité de Pilotage (Ministre de l'Economie et du Plan) pour assister la réunion de suivi des projets PBF à New York ;
- Appui à l'organisation et tenue de la journée de célébration du sommet du bien social dont le thème pour 2017 est : « Future in Focus ». C'est dans le cadre de l'appui à la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

Moyens de vérification : rapport du projet

Projet/programme :

PNUD (DRRP):

Signature : *Rambos*  
*Point focal DRRP*

Signature : *Amuel*

Date : *18/12/2017*

Date : *09 JAN 2018*